DECLARATION SNES - FSU CTA JANVIER 2014

Le CTA du mois de janvier est toujours très attendu car il permet d’anticiper sur la réalité de la rentrée à venir dans les établissements une fois connue la dotation académique.

Nous vous avons déjà dit à plusieurs reprises que les attentes de la profession étaient extrêmement fortes tant les difficultés de tous ordres se sont multipliées dans les établissements ces dernières années du fait de la politique éducative menée par le gouvernement précédent qui s’est traduite à la fois par la mise en place de réformes contestées et par la suppression massive d’emplois.

Or, ce qui nous est proposé aujourd’hui, de toute évidence, ne répondra pas aux attentes. Le seul élément de rupture vient du rétablissement de la formation pour une partie des stagiaires 2014-2015. Nous ne minorons pas cet élément car nous avons toujours défendu l’idée que la formation des maitres était un paramètre important pour améliorer le système éducatif. Reste toutefois que tous les stagiaires ne seront pas concernés à la rentrée prochaine, les lauréats du concours anticipé subissant un plein temps pendant leur année de stage. Nous vous demandons de rétablir, comme vos prédécesseurs l’ont fait au moment où le ministre Chatel avait supprimé toute décharge pendant l’année de stage, une décharge de service pour ces stagiaires.

 La dotation académique second degré marque, après la timide inversion de la rentrée 2013, le retour des suppressions d’emplois que l’on pensait révolues. Entre la rentrée 2007 et la rentrée 2014, ce sont ainsi dans les établissements de second degré de notre académie, 500 emplois qui auront disparu pour un effectif d’élèves constant de date à date. On mesure l’ampleur des dégradations qui en ont résulté dans les conditions d’études des élèves et de travail des personnels.

La réalité de la rentrée 2014 dans les établissements, notamment sur la question décisive des effectifs par classe, ne va connaître aucune amélioration : le H/E dans les collèges devrait rester constant et dans les lycées il devrait même légèrement baisser. Dans ces conditions aucune autre perspective que celle d’un statu quo mortifère interdisant toute dynamique de progrès, réalité très préoccupante pour l’avenir des jeunes tant on sait que le niveau de formation et de qualification est déterminant pour l’insertion professionnelle, mais aussi pour la formation du citoyen. Vous devez mesurer aussi la perte de confiance qui en résulte dans la profession. Ce sont la désillusion et le découragement qui dominent aujourd’hui dans les salles des professeurs tant le décalage entre les attentes, les annonces et la réalité du terrain est fort. Aucune perspective n’est ouverte permettant de croire en un avenir moins sombre.

Votre recherche d’affichage de créations d’emplois en début de document ne résiste pas à l’épreuve de vérité du bilan des DGH allouées aux établissements. Le discours volontariste qui est le vôtre d’amorcer des perspectives de relance du système en multipliant les expérimentations apparaît dès lors comme un rideau de fumée qui ne peut en aucun cas convaincre la majorité de la profession que le SNES et la FSU représentent ici. Non que les personnels que nous représentons soient conservateurs, mais ils sont sur la défensive et ne seront prêts à s’engager et à croire dans la refondation que lorsque des signaux tangibles d’amélioration des conditions d’encadrement seront là. Conservateurs non, profondément réformistes oui ! Au sens où nous prenons en compte la réalité avec l’objectif de la transformer dans la perspective de progrès pour tous.

Le SNES-FSU, aux côtés des personnels, continuera à se battre pour faire entendre qu’il est urgent de changer de cap et vite !